



LA **FRANCE**
en commun

UNE CONTRIBUTION DU PCF POUR L'ÉLABORATION D'UN PROJET
ÉMANCIPATEUR ET D'UN PROGRAMME D'ACTION



TABLE Des MATIÈRES

PRÉAMBULE

Ce texte est une invitation au débat. Il a été rédigé par le Comité national du projet du Parti communiste français et rendu public le 20 mai à l'occasion du lancement d'une « convention nationale de projet » que le PCF tiendra au printemps 2016. Ce n'est pas un document exhaustif ou définitif. C'est un point de départ et non un point d'arrivée. Les réflexions pour des nouveaux chemins d'émancipation comme les chantiers d'action prioritaires ou les mesures d'urgence qu'il propose sont ouverts à toutes les contributions et destinés à s'enrichir et se redéfinir tout au long de l'année à venir.

INVITATION À ÉCRIRE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE	5
1. Ensemble, nous sommes et la force et l'espoir.....	7
2. Lever les barrières.....	9
3.et bâtir un large front du peuple et une gauche de courage et d'efficacité	11
4. Pour une société d'émancipation	14
5. Pour faire de la liberté, de l'égalité et de la solidarité des axes centraux	15
6. Pour avancer : tracer un autre chemin.....	17
<i>L'emploi pour toutes et tous doit devenir une cause nationale.....</i>	<i>17</i>
<i>Vers un nouveau mode de développement social et écologique.....</i>	<i>18</i>
<i>Mettre fin à la dictature des marchés financiers</i>	<i>21</i>
<i>Faire de l'émancipation des travailleuses et des travailleurs le moteur de la transformation sociale.....</i>	<i>22</i>
<i>Faire entrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans le XXI^e siècle.....</i>	<i>23</i>
<i>Au cœur du changement démocratique : la culture</i>	<i>24</i>
<i>Répondre au défi climatique</i>	<i>25</i>
<i>La Démocratie : une République pour toutes et tous.....</i>	<i>26</i>
<i>Une nation de liberté et d'égalité</i>	<i>27</i>
<i>Ville et ruralité : repenser les territoires</i>	<i>29</i>
<i>Refonder l'Europe</i>	<i>30</i>
<i>Construire un monde de paix et de solidarité</i>	<i>32</i>
7. En guise de conclusion... ..	34
PROPOSITIONS POUR UN PROGRAMME D'ACTION PRIORITAIRES	37
15 chantiers prioritaires	39
15 mesures d'urgence.....	51

Partie 1

INVITATION À
ÉCRIRE UN PROJET
D'ÉMANCIPATION HUMAINE





ENSEMBLE, NOUS SOMMES ET LA FORCE ET L'ESPOIR...

Les femmes, les hommes, les potentialités et les forces existent pour ouvrir une autre voie que celle de l'enfoncement de la France, de l'Europe et du monde dans la crise sans fin où nous conduit le capitalisme mondialisé. Nous ne sommes pas impuissants à changer le monde, à sortir la France et l'Europe de la crise contrairement à ce que nous répètent à longueur d'antenne ceux qui monopolisent la parole et les pouvoirs. Les forces existent, elles sont nombreuses à gauche mais elles sont trop souvent isolées, étouffées, déstabilisées. Nous voulons les rassembler, car unies elles sont l'avenir.

Ce texte est une invitation à construire ensemble le nouveau projet d'émancipation humaine qui nous rassemblera pour retrouver l'espoir. Il soumet au débat des réflexions pour une nouvelle société, ainsi que les grands axes pour un programme d'action qui pourrait sans tarder engager la France dans la voie de cette nouvelle visée émancipatrice.

C'est un point de départ pour construire la confiance, donner envie de s'engager dans ce travail collectif. Il est un appel à la mobilisation de toutes les intelligences, de toutes les volontés pour se donner ensemble les moyens de surmonter les obstacles.

Dans une première partie, il verse au débat des analyses, des enjeux et défis à relever ; puis, parce qu'il se veut aussi utile dès maintenant aux mobilisations, il propose 15 chantiers d'action que nous jugeons prioritaires et 15 mesures d'urgence pour engager une sortie de l'austérité et se dégager des dogmes du libéralisme.

Il y a dix ans, les Français avaient raison, un grand nombre de forces disaient NON à l'Europe libérale en rejetant le traité constitutionnel européen. Ce vote a été bafoué. Aujourd'hui plus encore, un autre avenir hors de l'austérité est nécessaire. La France

du progrès, que d'aucuns souhaitent toujours faire taire, existe encore. Elle dénonce le pouvoir de la finance et connaît la valeur du travail qu'elle ne supporte pas de voir dévalorisé et précarisé. Elle comprend qu'un nouveau modèle productif doit être inventé. Elle sait que nous n'avons qu'une planète et que nous devons la protéger. Elle soutient le mariage pour tous ou refuse le retour de la peine de mort. Elle s'est levée, le 11 janvier, meurtrie pour défendre le vivre-ensemble et la liberté d'expression. Ces femmes et ces hommes qui font la France savent qu'elle n'est pas une entité figée mais se nourrit du brassage des cultures et des savoirs.

Oui, cette France existe ! Elle doit aujourd'hui écrire son histoire en retrouvant le goût de l'action commune et du rassemblement. Nous sommes avec elles et avec eux car nous partageons les mêmes exigences, les mêmes espoirs.



LEVER LES BARRIÈRES...

Les Françaises et les Français sont en majorité convaincus que le monde dans lequel nous vivons, que la société telle qu'elle évolue, ne sont pas durables et qu'il serait nécessaire d'en changer. Mais ils se posent la question de la possibilité de ce changement : « *Peut-on vraiment peser sur le cours des choses face à la mondialisation, au pouvoir de la finance, aux renoncements des gouvernements ?* » Souvent des propositions de changement, pourtant souhaitées, sont prises pour des utopies non réalisables. Combien de fois avons-nous entendu : « *Ce serait bien mais ils sont trop puissants* », ou encore : « *Vos propositions sont les bonnes, mais elles ne sont pas faisables* ».

Tout cela est au cœur d'une intense bataille d'idées.

La mondialisation capitaliste, stratégie faite de globalisation, de délocalisations, d'organisation de la fraude fiscale est présentée comme une loi naturelle et fait tout pour placer tout changement hors de portée. Ce sentiment d'impuissance est cultivé par la toute-puissance et l'impunité des financiers et du grand patronat à qui le pouvoir politique laisse le champ libre. L'Union européenne actuelle semble, elle, une forteresse inébranlable et les échecs de la gauche en France comme ceux du socialisme dans les pays de l'Est alimentent le renoncement. La responsabilité de François Hollande et de son gouvernement est grande dans la montée de ces sentiments. Cette politique de la résignation est une dangereuse impasse. Ce monde qu'on nous impose n'est pas durable et entraîne désastres et catastrophes. Un futur « vivable » de l'humanité impose à l'évidence une alternative, un autre mode de vie, de production, d'échange.

Le capitalisme en crise n'écrit pas la fin de l'Histoire tant le monde qu'il nous fait est intenable. Nous vivons la fin d'un cycle qui nous

impose d'inventer. Trop d'inégalités, trop de pauvreté, trop de pollution, trop de concurrence. Tout cela alimente la dangereuse montée de mouvements d'extrême droite qui menacent jusqu'au socle de nos sociétés.

Le changement est inéluctable. Et à la question : « *Est-il vraiment possible de l'orienter vers une voie de progrès, d'émancipation et de justice ?* », notre réponse est ferme : c'est oui !

Nous ne pouvons plus laisser 1% de la population accumuler sans limite les richesses alors que les 99% restants sont condamnés à l'austérité. Le seul outil qui permette de riposter est celui de la démocratie et du pouvoir populaire. Le rassemblement de l'ensemble des forces disponibles, leur mise en mouvement collective, leur coopération, peuvent changer les choses. Déjà des milliers de femmes et d'hommes agissent, luttent, dans le monde syndical ou associatif. Des capacités insoupçonnées de force, de compétences, d'initiatives, d'imagination créatrice trop souvent invisibles se lèvent. C'est un potentiel considérable. Celui de la France l'est tout autant : 6^e puissance économique mondiale, 2^e économie européenne... Dans d'autres périodes de son Histoire, notre pays a su montrer à l'Europe et au monde la voie de la République ou celle du progrès social. Décidément, la France recèle en elle-même de grandes forces pour porter ce changement.

Des expériences de rupture existent dans notre pays : des espaces, des expériences rompent déjà avec les logiques libérales. À l'instar de la Sécurité sociale, des services publics, du monde associatif, des coopératives, des fab-labs... ces potentialités existent. Des résistances jaillissent et grandissent dans le monde. Le continent latino-américain a développé des expériences politiques fondées sur les idées de progrès et de justice. Partout dans le monde, les résistances croissent : en Grèce, au Japon ou encore en Afrique du Sud, dans de nombreux pays les peuples se battent pour leur dignité.



...ET BÂTIR UN LARGE FRONT DU PEUPLE ET UNE GAUCHE DE COURAGE ET D'EFFICACITÉ

Ouvrir une perspective de changement progressiste réelle dans un processus d'avancées et de ruptures, travailler à changer le monde et obtenir immédiatement des changements, c'est ce que nous nommons : « l'humain d'abord ».

S'ils s'unissent, des millions de femmes et d'hommes, divers par leurs courants de pensée ou par les organisations politiques dont ils se sentent proches, ou tout simplement par leurs expériences de vie, pourront rendre incontournables les changements essentiels à leurs yeux.

Nos concitoyennes et nos concitoyens nous disent que « *les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme nous* ». Ce n'est pas faux. Nous voulons construire une autre façon de faire de la politique. Travaillons ensemble les solutions et ouvrons les chemins pour y parvenir.

Aider à reprendre confiance dans ses idées et ses envies, retrouver l'estime de soi et des autres, vérifier qu'on est entendu et pris en compte, écouter à son tour pour s'enrichir : voilà notre démarche.

L'exécutif Hollande-Valls élu en 2012 a tourné le dos aux engagements pris devant les électrices et les électeurs. Il pousse avec ardeur les feux d'une transformation de notre pays qui réponde à la dictature de la finance et devance parfois les souhaits du grand patronat. De la régression des droits des salarié-e-s organisée par la loi du Pacte de stabilité, de la contre-réforme des collectivités à la loi Macron, la somme de ces mesures, et de bien d'autres, dessine les contours d'une France davantage asservie au capitalisme. Ils veulent en finir avec l'idée de gauche comme avec celle de trans-

formation sociale progressiste. La droite rêve, elle, de revenir très vite aux affaires pour poursuivre et aggraver les choses. Le Front national, lui, se repaît du désarroi en faisant monter les haines et les divisions. Tout cela déboussole, choque ou met en colère.

Nous refusons le terrible scénario qu'on veut nous imposer : échec du pouvoir socialiste, victoire possible de la droite et du Front national.

Nous mobilisons donc toutes nos forces pour développer le travail commun. Notre projet, ancré dans l'idée de rassemblement, affirme haut et fort : « *Non, il n'y a pas qu'un seul monde possible ! Citoyennes et citoyens de France, du monde nous avons le choix ! Nous voulons écrire et vivre le nouveau !* »

Aucun effort ne sera négligé pour dialoguer et construire avec toutes celles et tous ceux, qu'ils soient au sein du Front de gauche, ou socialistes, écologistes, et républicains, engagés ou non dans un parti qui, comme nous, sont de plus en plus convaincus de l'impasse actuelle. Nous invitons à réinventer la gauche, élargir le Front de gauche et travailler aux multiples rassemblements pour redonner espoir et faire rêver à nouveau autour d'un projet d'émancipation.

Pour préserver la planète et l'humanité, l'heure est aux choix de civilisation. Émancipation sociale et réponse au défi écologique sont intrinsèquement liés. L'avenir de planète et celui de ses habitants sont indissociables, tous deux concourent à une même destinée, tous deux sont dans le même état d'urgence. Le nouveau récit émancipateur que nous voulons construire repose sur ces deux piliers et sur une même logique, celle qui fait primer l'humain sur le profit.

Engagés dans une course effrénée au profit immédiat, les capitalistes provoquent des dégâts irrémédiables aux écosystèmes qui ont besoin de temps longs pour se reproduire. Leur système productiviste est prédateur de ressources naturelles et bafoue la dignité et la souveraineté des peuples. Guidés par le seul appétit du profit,

les capitalistes nous inondent de produits aussitôt-fabriqués-aussitôt-périmés tout en coupant les productions de tant de biens utiles, pour peu qu'ils ne soient pas jugés hyper-rentables (des médicaments génériques aux aciers de Florange).

L'invention de la « croissance verte » par les multinationales est un prétexte futile qui ne parvient pas à masquer leur incapacité à résoudre la crise qu'elles produisent. Ainsi la pollution des sols, des océans, des rivières, de la biodiversité et de l'air atteint des sommets dévastateurs et préempte l'avenir des futures générations. Chaque année nous atteignons un nouveau record de l'élévation de la température de la planète. Les effets du réchauffement climatique – que plus personne ne conteste – sont déjà perceptibles.

À l'occasion de la conférence internationale de l'Onu à Paris fin 2015 (COP 21), tout doit être fait pour sortir les chefs d'État de l'inaction climatique. Nous voulons y contribuer avec les centaines de milliers de citoyennes et citoyens qui par le monde s'organisent, se mobilisent et réfléchissent à un nouveau mode de développement, par une transition énergétique qui réponde aux besoins humains de notre époque.

Notre planète est un bien commun, la préserver c'est réussir à mêler l'ambition d'un développement durable et solidaire avec l'impératif écologique. C'est croiser l'espérance à la justice et le partage avec le combat féministe pour l'égalité. Penser un monde durable, c'est aussi promouvoir un modèle de libération des salariés par rapport au travail, c'est rendre possible l'appropriation des savoirs par tous pour en finir avec les inégalités et donner à chacun les moyens de comprendre le monde pour le transformer.



POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉMANCIPATION

Dans les luttes, la réflexion et l'action au sein des institutions, notre projet vise à affranchir les hommes et les femmes de notre pays, et de la planète tout entière, de toutes les dominations, de toutes les contraintes économiques et sociales, de toutes les aliénations et les préjugés qui font obstacle au développement de leurs capacités d'action et de décision. Notre projet porte le féminisme comme moteur afin d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes, que ce soit dans la sphère publique ou privée. C'est ce que nous appelons l'émancipation humaine.

Pour cela, nous versons à la réflexion et au débat ces pistes, et ce qui nous semble être des repères pour définir ensemble ce que doit être une société d'émancipation, et que nous appelons : « communisme de nouvelle génération ».

Quels en sont les pivots ?

- × Un nouveau mode de production et de consommation économe en ressources naturelles, créateur de nouveaux métiers qui fasse reculer le chômage jusqu'à l'éliminer, libère le travail et la création pour une activité utile aux réels besoins humains.
- × Une société de partage où la conception, l'innovation, la création sont de plus en plus socialisées.
- × Une société où l'égalité entre les femmes et les hommes soit moteur, que ce soit dans la sphère privée comme publique.
- × Une société où la production de biens et de services se relocalise, se décentralise dans une logique de durabilité et de recyclage.
- × Une prise de pouvoir sur l'argent, les banques, la monnaie, le crédit qui est une condition majeure pour y parvenir.



POUR FAIRE DE LA LIBERTÉ, DE L'ÉGALITÉ ET DE LA SOLIDARITÉ DES AXES CENTRAUX

Nous proposons de rénover et redonner de la force aux valeurs qui fondent notre nation avec de nouveaux pouvoirs citoyens, en France, en Europe et dans le monde.

La liberté pour libérer les potentialités humaines.

L'égalité pour faire reculer toutes les dominations, sociales, sexistes, ethniques, culturelles.

La solidarité pour remettre en cause toutes les exploitations, dans le travail, la famille, la production et la consommation, la vie quotidienne, l'habitat et les loisirs, l'espace et le temps, la nature et les ressources naturelles.

La fraternité et le partage pour combattre toutes les aliénations : celles liées à tous les intégrismes et fondamentalismes, tous les racismes et toutes les formes de xénophobie et de rejet de l'autre, le sexisme, la lesbophobie, l'homophobie et la transphobie. D'un même pas, il faut faire reculer le productivisme destructeur du capitalisme qui à la fois produit trop et insuffisamment du consumérisme qui entravent l'aspiration individuelle à l'autonomie.

Assez de tous ces pouvoirs confisqués par un petit nombre !

Assez d'un présidentielisme dominant tous les enjeux politiques.

Une égalité en droits, qui ne soit ni égalitarisme, ni mirage de l'égalité de chances, doit promouvoir les potentialités humaines, par l'appropriation citoyenne des savoirs, des arts et des cultures, par la maîtrise sociale des technologies numériques.

Un développement continu des droits imprescriptibles de chaque individu doit devenir un principe majeur : avec son épanouissement et son bien-être quels que soient son sexe et ses orientations

sexuelles, ses origines, ses opinions et ses convictions, son appartenance territoriale, son nom ou la couleur de sa peau.

Une véritable révolution citoyenne doit renouveler la démocratie et refondre la République pour permettre à chacune et chacun de participer à l'exercice des pouvoirs, de l'échelon local, le lieu de résidence, la commune... jusqu'à l'échelon national et européen.

L'aspiration de chacun-e à libérer son rapport au travail, à l'espace, au temps est une vraie force politique et l'appropriation des savoirs par tous devient ainsi centrale, car elle traverse tous ces enjeux. Le savoir est un pouvoir, et, pour en finir avec les inégalités, il est indispensable de donner à chacun les moyens de comprendre le monde pour le transformer.

C'est un nouveau projet émancipateur où l'humain prime sur le profit que nous appelons à co-construire. Et, d'un même mouvement, nous invitons à réinventer la gauche, élargir le Front de gauche et travailler aux multiples rassemblements pour redonner espoir et perspective autour de ce projet mobilisateur.



POUR AVANCER : TRACER UN AUTRE CHEMIN

L'emploi pour toutes et tous doit devenir une cause nationale

Les dogmes libéraux gouvernent la politique économique des gouvernements depuis des décennies.

L'obsession de la baisse du « coût du travail » (salaires + cotisations sociales) domine nos dirigeants. Tout est conditionné à la compétitivité, à la baisse des dépenses publiques et sociales ou à la réduction des déficits et dettes publics.

Cette cohérence nourrit les catastrophes. Il convient de l'affronter et d'y opposer une nouvelle.

- × Nous disons : baisse du coût du capital au nom de l'efficacité sociale contre la baisse du « coût » du travail comme dit le patronat au nom de la compétitivité.
- × Nous disons : sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus du travail ; plus aucun soutien public aux entreprises sans contreparties chiffrées et contrôlables à l'opposé de la flexisécurité, et la précarité.
- × Nous disons : développement de tous les services publics et de la Sécurité sociale vers un nouveau modèle social européen de progrès contre le pacte de stabilité et l'austérité.
- × Nous disons : mobilisation de la monnaie créée par la Banque centrale européenne (BCE), création d'un Fonds social, solidaire et écologique, nouveau crédit sélectif pour l'emploi, formation et progrès écologiques, ou encore pôle financier public décentralisé à l'opposé des priorités données sans cesse aux marchés financiers.

Le droit à l'emploi pour toutes et tous ainsi que la formation cor-

rectement rémunérés tout au long de la vie pour chacun-e doivent devenir une cause nationale.

Imposons des reculs au tout-puissant actionnariat privé et réorientons le système bancaire vers le financement des investissements pour l'emploi, les qualifications, les salaires et pour le respect de l'environnement.

Ouvrons des droits nouveaux, aux travailleuses et aux travailleurs, aux citoyennes et citoyens pour leur intervention dans les affaires du pays, de la cité et l'entreprise !

Et puis, un grand service public national de la formation continue qu'il est incontournable de relancer permettra d'anticiper les besoins et de développer les nouveaux métiers liés aux défis de la révolution informationnelle, de la transition énergétique.

Dans tous les aspects de la vie, ce nouveau contrat social aura pour fondement la mutualisation, la coopération et le partage contre la concurrence, la République de toutes et tous et pour toutes et tous contre l'exclusion, la mise en commun contre la privatisation, l'autonomie et la sécurisation des parcours de vie des jeunes contre leur précarisation à outrance, le développement humain durable contre le productivisme capitaliste qui conduit aux gâchis, l'autonomie et la sécurisation des parcours de vie des jeunes contre leur précarisation à outrance, les services publics contre la marchandisation démesurée. En tout lieu le mot partage sera la base et la boussole du « vivre ensemble ».

Changeons le logiciel : partons des besoins communs, mobilisons les savoirs, explorons les possibles. Voilà la voie nécessaire et efficace.

Vers un nouveau mode de développement social et écologique

Parce qu'ils sont inséparablement liés, nous donnons d'un même mouvement priorité aux intérêts de notre planète et à l'immense majorité de notre peuple.

Partir des besoins, c'est produire des biens et des services utiles et durables, c'est sortir de l'obsolescence programmée, c'est produire avec moins d'énergie et de matière première, c'est se préoccuper de la préservation de l'environnement.

Les sciences, les techniques et la recherche, les savoirs et leur appropriation au plus haut niveau sont des dimensions incontournables pour sortir de la crise et faire face aux immenses défis du présent et de l'avenir. L'enseignement supérieur et la recherche constituent un potentiel qui doit être libéré des logiques de concurrence pour être pleinement déployé, notamment par le développement de l'emploi scientifique ou des logiques de coopération (à l'image du Cern). Il importera aussi de soutenir et d'enrichir le débat citoyen sur la place des sciences, des techniques et de la recherche dans la société.

Il ne faut pas donc compter sur nous pour laisser aux générations futures une planète dévastée par les appétits égoïstes des capitalistes. Nous participons pleinement à la prise de conscience écologique planétaire comme à dépasser le très grave déficit démocratique écologique.

La qualité de l'air est devenue un enjeu crucial de santé. C'est vrai dans les métropoles et au-delà. Le développement des transports en commun de qualité, à bas prix et avec un fort maillage, comme celui du fret ferré et fluvial, doit devenir une priorité et l'étalement urbain reconsidéré.

L'eau est un bien commun de l'humanité. Sa gestion doit être sortie des griffes des multinationales et rester de compétence communale. Un service public national décentralisé doit être créé afin d'accompagner les élu-e-s.

Face à l'effondrement industriel que nous subissons, initions une politique industrielle audacieuse et adaptée aux réalités contemporaines. L'industrie, ce doit être le développement des territoires, de l'écologie, la réponse au défi de la transition énergétique, ou encore les progrès pour la santé. Sans tracteurs, pas d'agriculture, sans trains, caténaires, camions ou satellites, pas de transports possibles,

sans industrie chimique, pas de santé possible. Sans industrie repensée, pas de transformation écologique.

À l'opposé de visions étroites et passéistes, faisons d'un même combat industrie et écologie : produire mieux, produire pour répondre aux besoins de toutes et tous avec l'exigence de qualité et de durabilité privilégiant le temps long du développement humain à la course effrénée de la recherche du profit.

L'enjeu alimentaire interpelle nos civilisations. Nouveau mode de développement, cela signifie produire plus et mieux quand notre planète devrait compter 9 à 10 milliards d'êtres humains d'ici à 2050. Notre priorité est celle d'un développement en faveur d'une alimentation de qualité, saine et accessible à toutes et tous, assise sur des productions relocalisées.

Cette démarche, visant priorité aux productions utiles contre la finance débridée et aux économies des ressources :

- × C'est un appel à initier de profondes innovations dans l'organisation de la société, et la conception même de la production : recycler tout ce qui peut l'être, en finir avec le jetable et concevoir une économie du réparable et du récupérable ;
- × C'est un appel à mettre en œuvre de grands plans de formation, des investissements, et des conceptions nouvelles pour les valeurs des produits en liant réponses aux besoins utiles avec respect de l'environnement et recyclabilité ;
- × C'est un appel à faire du neuf dans les filières, avec la création de milliers d'emplois, un développement sans précédent de la recherche.

La réussite passera par des droits d'intervention des salarié-e-s sur les stratégies et les gestions.

Elle passera par de nouveaux critères de propriété pour que le partage et les coopérations l'emportent sur la concurrence érigée en système.

C'est aussi un appel à renforcer le rôle et le fonctionnement de services publics démocratisés et modernisés tout comme ceux de la protection sociale.

Mettre fin à la dictature des marchés financiers

Pour financer le développement humain, rien ne se fera sans recul du coût du capital. La vérité : ce sont bel et bien les frais et les intérêts bancaires et les dividendes qui plombent les comptes des entreprises : 309 milliards d'euros avec des dividendes et autres revenus financiers parmi les plus élevés de l'Union européenne (UE).

Ce ne sont donc pas ce qu'ils appellent les « coûts du travail » s'élevant à 145 milliards d'euros de cotisations sociales patronales - sommes qui d'ailleurs sont investies utilement pour la santé, ou dans la consommation populaire - qui « freinent la compétitivité ». La compétitivité - nouveau mot mais vieille conception - devient l'alpha et l'oméga pour frapper les salariés tout en préservant les profits financiers.

Mais nous ne sommes pas impuissants face aux grands groupes financiers mondiaux et à la loi de l'argent. Des milliards existent pour répondre à ces défis mais il est totalement accaparé par une poignée de profiteurs. Ces tenants de la loi de l'argent pour l'argent - et avec eux les forces politiques qui les soutiennent - font des efforts colossaux pour imposer leurs idées : ce seraient les nouvelles technologies qui seraient la cause de tous les maux, ou encore la mondialisation capitaliste serait un phénomène irréversible et la compétitivité serait la règle d'or... Or, la révolution informationnelle autorise de nouvelles conceptions de la production, du travail, des échanges et la productivité a augmenté de façon considérable ces dernières décennies sans que les salaires ou la durée du travail en profitent.

Cela tient à l'utilisation qui en est faite, dans le but prioritaire d'accroître les rendements financiers du capital, de détruire les rivaux sur les marchés. Les énormes économies de travail permises par les

technologies numériques servent avant tout à réduire les masses salariales et l'emploi, ce qui freine les débouchés de la production. Les politiques d'austérité exacerbent ainsi ces cercles vicieux en conduisant à la dépression. Les prétendues politiques de l'offre poussent à accumuler considérablement les capitaux matériels et financiers et préparent ainsi de nouveaux éclatements.

À l'opposé, diminuer fortement le temps de travail et permettre à chacun-e de passer beaucoup plus de temps, tout le long de sa vie active, à se former, se cultiver, développer ses capacités, vivre sa vie sociale et familiale serait une formidable vitalité à toute la société.

Une profonde réforme de la fiscalité est nécessaire. Elle devrait inciter les entreprises à financer des investissements porteurs de créations d'emplois et de formations correctement rémunérés et serait pénalisante en cas de distribution de bénéfices sous forme de dividendes ou d'utilisation contre l'emploi et la croissance réelle ou contre l'environnement. Impôt local décentralisé sur le capital des entreprises, mise à contribution à faible taux des actifs financiers, ou encore réforme des barèmes de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et de l'impôt sur le revenu pour les rendre plus progressifs avec un taux zéro de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour les produits de première nécessité seraient des mesures incontournables, à la fois justes et efficaces.

En vérité, on le constate, tout cela est le fait de décisions politiques. On peut, dans les faits, s'attaquer à ces orientations et à cette incroyable concentration de richesses néfaste pour la société.

Faire de l'émancipation des travailleuses et des travailleurs le moteur de la transformation sociale

Assez du travail contraint, méprisé et dévalorisé. Les valeurs de la République ne peuvent plus s'arrêter aux portes de l'entreprise.

Celles et ceux qui, par leur travail, créent les richesses doivent

pouvoir prendre en main leur avenir. En mettant en commun leur intelligence collective, elles et ils doivent être les actrices et les acteurs de la transformation sociale.

L'organisation du travail ne peut plus être l'apanage du bureau des méthodes et de responsables de la gestion des ressources humaines, organisant la concurrence et la compétition permanente entre salariés. Les travailleuses et les travailleurs doivent pouvoir reprendre la main sur leur travail, lui donner un sens, libérer leur créativité, et accroître leur compétence dans le cadre d'une organisation collective coopérative. C'est autant une question de liberté que d'efficacité sociale.

Il faut en finir avec les discriminations professionnelles entre les femmes et les hommes qui prolongent dans l'organisation du travail salarié la répartition des rôles selon les sexes pour tirer les conditions de travail et les salaires vers le bas. Il est temps de revaloriser les métiers, et en particulier les métiers dits féminins.

L'entreprise ne peut plus être le dernier bastion de la monarchie de droit divin où actionnaires et managers décident seuls de l'avenir de salarié-e-s et de territoires, sans avoir à l'esprit autre chose que le montant des dividendes qui leur seront versés et la valeur de l'action cotée en Bourse.

L'entreprise n'est qu'un mode d'organisation d'une communauté humaine en vue de l'action et de la création collectives. Elle n'est pas la propriété des apporteurs de capitaux. Il est grand temps de lui donner un statut juridique et de partager enfin le pouvoir en son sein comme c'est déjà le cas pour les entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire.

Faire entrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans le XXI^e siècle

Les mouvements que les femmes ont engagés pour reprendre le pouvoir sur leur travail, sur leur vie familiale ou sur leur activité citoyenne libèrent chaque jour des forces nouvelles. C'est sur elles

qu'il faut s'appuyer pour renverser une bonne fois pour toutes la domination patriarcale.

Nous en appelons à un vaste mouvement libérateur, de la lutte contre les violences faites aux femmes à la fin des stéréotypes de genre en passant par la maîtrise du corps, pour mettre un terme au rôle subordonné que l'on impose encore aux femmes, dans tous les domaines de leur vie privée et publique.

Au cœur du changement démocratique : la culture

Nous pensons qu'il ne peut y avoir de société sans partage des savoirs et de la culture et sans un considérable effort de formation et d'ouverture au monde, à la création. Le capitalisme divise, fractionne, isole, fragmente : construisons du commun, de la coopération. Jamais les besoins de formation et de créativité n'ont été si nécessaires mais le refus obstiné de les financer et de les promouvoir conduit toute la société dans le mur. Sortons de cette contradiction régressive en plaçant au centre la bataille pour ces droits. En partageant les compétences entre l'État et les collectivités locales, nous garantirons les droits culturels de tous à un haut niveau d'exigence artistique, « une culture élitaire pour tous » en quelque sorte. En créant un service public de l'Internet nous permettrons le libre partage des savoirs, des œuvres et des idées. En faisant la promotion de formes nouvelles de production, de création et de diffusion de l'art dans la pluralité et la diversité des expressions nous replaçons la culture au cœur du processus de changement.

Cela passe par les politiques culturelles, par les programmes scolaires et les pratiques éducatives, par l'éducation populaire et les associations. À l'aune de ces enjeux, les programmes et les pratiques scolaires doivent être repensés, pour construire une culture commune de haut niveau et donner à tous les moyens de se l'approprier. Relance de la formation initiale et continue des enseignant-e-s, place des cultures artistiques, sportives, techniques et

professionnelles, tout cela doit être renforcé. Socialisation de l'art, développement de l'esprit critique, travail de rapprochement entre art et éducation populaire, soutien aux créatrices et créateurs ainsi qu'aux militantes et militants de l'action culturelle et artistique à l'école, dans la cité, dans l'espace du travail : voilà de quoi donner du sens à l'immense potentiel émancipateur de la culture. Voilà qui est de nature à reconstruire un vivre ensemble fondé sur un nouveau souffle de la démocratie, sur la reconnaissance et le partage des cultures diverses et leur mise en relation dans tous les territoires.

Répondre au défi climatique

L'urgence des urgences c'est la limitation du réchauffement de la planète à 2°C maximum. La bataille est engagée et doit prendre une nouvelle ampleur citoyenne pour un bon accord lors de « Paris Climat 2015 ». Les obstacles présentés par les pays riches et industrialisés doivent être combattus. Ils doivent s'engager financièrement à la hauteur de leurs promesses de Copenhague. Ils doivent transférer les technologies avec les brevets associés vers les pays du Sud afin de leur permettre d'accéder au progrès en évitant de réitérer nos erreurs. C'est le sens de la campagne politique et citoyenne que nous avons engagée en lien avec des forces politiques, sociales, syndicales et associatives en France, en Europe et dans le monde.

Tout retard pris sur cette grave question sera préjudiciable à l'humanité. Consommer moins pour les mêmes usages et économiser l'énergie dans l'habitat et les transports est essentiel et créateur d'emplois.

Il est urgent de réduire progressivement, mais de façon massive, l'utilisation de ressources carbonées (pétrole, charbon, gaz...) responsables des émissions de gaz à effet de serre qui provoquent des catastrophes environnementales (sécheresse, élévation du niveau des mers, fonte des glaciers...) dont les conséquences sont imprévisibles et peuvent conduire au chaos. Des populations sont contraintes à se déplacer. Les réfugiés « climatiques » se comptent

déjà par millions.

Le débat sur la transition énergétique est engagé. Il doit prendre une vigoureuse ampleur planétaire. Il s'agit de satisfaire un réel droit à l'énergie pour toutes et tous, au prix le plus bas possible. Dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques mondiaux, nous militons pour un mix énergétique, 100% public, non émetteur de CO₂, composé d'énergies renouvelables (hydraulique, géothermie, hydrolien, solaire thermique et photovoltaïque, etc.) et de nucléaire (pour lesquelles les normes internationales de sûreté devraient être définies).

Cela ne laisse aucune place aux politiques de déréglementation et de privatisation encouragées par l'Europe et les États libéraux.

Un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour ces travailleuses et travailleurs doit promouvoir la valorisation, la transformation et la vente au plus près des consommateurs. À tous niveaux, les politiques agricoles et alimentaires doivent planifier la production, se réapproprier la régulation des marchés et accompagner la transition écologique de l'agriculture, favoriser les circuits courts, les filières bio.

La Démocratie : une République pour toutes et tous

Notre système politique et institutionnel, notre système de représentation est malade de l'absence de participation des citoyennes et des citoyens aux processus de décision, au point qu'une question se pose : sommes-nous encore en démocratie ?

La République est mise à mal, et la vie politique est enfermée dans le carcan d'une monarchie présidentielle. On remet en cause les collectivités locales qui sont des foyers de proximité citoyenne.

Pourtant, l'aspiration à participer est intacte : des mouvements citoyens, participatifs germent sur tout le territoire, et se cherchent. Le nouvel essor de la démocratie que nous proposons sera, d'un

même mouvement, un appel à l'accès aux savoirs pour que chacun puisse s'en mêler. Nouvelle phase de démocratisation scolaire, prolongation de la scolarité obligatoire et donner du temps aux futures citoyennes et citoyens de s'approprier les savoirs nécessaires pour prendre en main leur destin, voilà qui doit ouvrir une nouvelle ère de la citoyenneté. Cette dernière passe aussi par un mouvement large de démocratisation des médias aujourd'hui concentrés entre les mains des puissants. Leur indépendance et leur pluralité doivent être assurées. Il faut initier une réappropriation populaire des médias en instaurant un droit de veto dans les rédactions sur la nomination des cadres éditoriaux et en faisant entrer les salariés aux conseils d'administration. Le service public de l'audiovisuel doit être conforté dans ses missions et ses moyens.

Il faut dépasser le régime présidentiel, en donnant des pouvoirs réels aux citoyennes et aux citoyens, en leur ouvrant des droits aussi bien dans la cité que dans l'entreprise, en relançant en grand une vie associative et une éducation populaire modernes, en instituant une démocratie parlementaire, la proportionnelle, la parité et le non cumul des mandats, avec un statut de l'élu-e, en agissant pour réformer la construction et le fonctionnement de l'Europe. Cela passe par un processus constituant d'une VI^e République, sociale, démocratique, paritaire et citoyenne.

Une nation de liberté et d'égalité

Les inégalités minent la société. Avoir telle couleur, telle religion, telle sexualité ne devrait pas être un problème dans une société sereine. Pourtant, les discriminations, les peurs, les listes même existent. On veut nous classer, nous enfermer, nous opposer. Ça ne peut plus continuer. Il est temps de refuser une conception figée d'une prétendue identité nationale enfermant les individus dans des catégories ethniques, culturelles ou religieuses. La nation France dans laquelle nous voulons vivre est une nation ouverte et construite sur le principe de l'égalité pour toutes et tous. Il est temps de prendre le che-

min de la laïcité, qui assure la liberté de conscience et l'égalité des citoyennes et des citoyens – quoi que puissent en dire les instrumentalisation de la droite et de son extrême. Nous voulons promouvoir une laïcité fondée sur une culture partagée qui considère « l'autre » comme notre semblable, à égale dignité et dans l'acceptation des différences.

Il faut donc réaffirmer ces valeurs imprescriptibles : oui, la liberté est un droit universel et elle va de pair avec l'égalité de toutes et tous. Il ne faut rien lâcher pour la défense, la reconnaissance et l'extension des libertés individuelles, notamment de la liberté d'expression, de culte, d'association syndicale et politique, comme de la liberté de disposer de ses biens et la liberté d'entreprendre.

L'égalité ne se confond d'aucune manière avec un égalitarisme qui remettrait en question le droit à la différence. Elle est inséparable de la liberté de choix et de l'égalité en droits.

La justice sociale, elle, ne peut se limiter à l'égalité des chances. Elle suppose de se donner les moyens d'une égale liberté des individus dans le choix et la conduite de leur vie. Cela suppose la reconnaissance de droits sociaux au-delà des droits individuels et politiques, le droit au travail, à la santé, au logement, à la formation, à la culture, à la mobilité... dont la garantie passe par le développement des services publics.

Le combat antiraciste s'inscrit parmi les conditions essentielles pour avancer dans le sens du changement. Ce sont des questions de classe qui sont posées car les divisions et les concurrences nourrissent le désespoir et les rejets.

Mais si la domination capital/travail demeure la structure dominante des sociétés dans le monde, le patriarcat traverse les structures de classes. Aussi le féminisme est-il le vecteur de toute transformation. Au fond, nous proposons de faire de la conquête et l'exercice des droits une construction commune pour faire avancer toute la société.

Ville et ruralité : repenser les territoires

Penser les territoires, la ville de demain et l'avenir de la ruralité est devenu indispensable. Le recul des politiques publiques d'aménagement, la mise en concurrence des territoires, les inégalités de développement économique, la fermeture de services publics, les réformes institutionnelles successives ont profondément fragilisé la cohésion territoriale de notre pays. Demain, 80% de la population habitera en ville, pourtant cette dernière est aujourd'hui au cœur de la fabrique des inégalités et ne répond plus aux besoins de ses populations. La crise du logement est profonde, et chaque année 100 000 Français sont dans l'obligation de quitter les centres-villes devenus inabordables. Les populations les plus fragilisées sont reléguées en périphérie, en proie à la relégation et à la discrimination territoriale.

L'heure est à repenser la « ville nouvelle », une ville durable, multifonctionnelle, fondée sur la mixité sociale, le bien-vivre et le droit à la ville pour tous. Rééquilibrer les territoires passe par la mise en œuvre d'une vraie solidarité, en renforçant notamment la péréquation financière et la loi de solidarité et de renouvellement urbain (SRU), en lançant un nouveau plan de rénovation urbaine, en investissant dans les services publics, notamment dans les transports, et en donnant à la politique de la ville les moyens de ses objectifs.

Construire la ville de demain, c'est aussi repenser son rapport avec le reste des territoires. À l'inverse de la logique actuelle qui favorise l'émergence de métropoles hyper centralisées, de pôles d'activités étanches qui condamnent le reste des territoires à la marginalité, nous devons impulser un mode de développement plus horizontal et homogène. Dans ce dispositif, la ruralité doit avoir toute sa place. Réinvestir les départements ruraux en faisant le pari de l'agriculture durable, de l'artisanat, du développement des savoir-faire, en redéployant un réseau de transports et de services publics au service des territoires et des populations, doit permettre à ces territoires de redevenir attractifs.

Cette nouvelle ambition dans l'aménagement du territoire, nous la couplons avec une haute exigence démocratique. Respecter les territoires et investir pleinement la souveraineté des citoyens vont de pair. À l'opposé des dernières réformes institutionnelles qui concourent à éloigner le pouvoir des citoyens, nous pensons que la modernité de la démocratie s'inscrit dans un rapport de proximité préservant la commune et favorisant les coopérations entre communes, départements et régions. Notre République, nous la voulons, une, indivisible et décentralisée. Chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence, doit pouvoir pleinement jouir de ses droits démocratiques d'intervention dans le débat public. Il faut stopper la dynamique actuelle de « technocratisation » de la vie publique en réinvestissant les territoires et le pouvoir citoyen.

Refonder l'Europe

Ce qui est vrai pour la France l'est pour l'Europe. L'actuelle construction européenne est l'exemple du déni démocratique.

Des peuples s'expriment par référendum : les dirigeants passent outre. Le peuple grec inscrit son avenir dans un autre chemin que celui de l'austérité sans fin : on veut l'écraser. Là aussi : cela suffit !

Nous pensons possible que l'Europe devienne un espace de coopération et de solidarité contre les politiques libérales, et là encore nous ne sommes pas seuls. La crise produit des turbulences en Europe. Celles et ceux qui ont appliqué l'austérité sont sanctionnés par les peuples. L'extrême droite menace. Mais il y a un espoir. Un mouvement de reconquête politique et sociale à gauche a émergé. Le Gouvernement de Syriza en Grèce en est la concrétisation la plus avancée. Le bras de fer engagé entre le gouvernement grec, ses partenaires politiques et ses créanciers est dur. Il sera quotidien. La France devrait soutenir de tout son poids le gouvernement grec. Sans une mobilisation populaire, Hollande ne le fera pas. Nous nous engageons à nous mobiliser pour cela dans notre pays. La

politique menée par Tsipras doit réussir dans l'intérêt de tous les peuples européens. Nous pouvons renverser l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au libéralisme.

Des batailles sont donc ouvertes dans toute l'Union européenne. Ce sont des batailles pour des solutions à la crise majeure qui mine l'Europe. Il nous faut les amplifier.

Nous disons : oui à une union de nations et de peuples souverains, libres et associés ! Nous voulons, à l'échelle de l'Europe et du monde, pousser les coopérations contre les dogmes de la marchandisation et de la libre circulation des capitaux. Si l'Europe doit être un acteur majeur au niveau mondial, notamment pour la transition écologique, alors la mise en commun et le partage sont incontournables. Avec des ambitions concrètes : comme un fonds européen de développement social qui utiliserait la monnaie créée par la Banque centrale européenne (BCE) pour financer un grand essor des services publics, au lieu de la laisser alimenter les profits financiers, la reconquête du pouvoir de création monétaire du système européen de banques centrales au service de l'emploi, la transformation sociale et écologique, la relance industrielle, l'Europe de la culture et son rôle majeur pour la paix dans le monde.

Voilà des enjeux fondamentaux que nous voulons faire vivre dans l'action. À l'opposé des renoncements de François Hollande, nous voulons une France qui reprenne l'initiative pour engager ces grandes politiques de relance sociale.

Nous ne sommes pas seuls en Europe à porter ce projet et ces contenus. Toute l'activité du Parti de la gauche européenne tend à unir ces forces progressistes afin de pousser à un nouveau rapport de force face au consensus néolibéral au service du capital. Nous y travaillons à créer des fronts progressistes, à approfondir nos coopérations, pour créer un véritable front social et politique européen tout en favorisant l'intervention populaire comme nous le faisons cette année avec le Forum européen des alternatives.

Construire un monde de paix et de solidarité

Le tableau du monde est inquiétant : tensions, conflits, crises, solutions militaires prenant le pas sur la diplomatie. La marchandisation impose l'organisation économique du monde. La concurrence libre et non faussée, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout est organisé pour faire obstacle aux solutions aux crises de système comme au gravissime problème du réchauffement planétaire. Avec une Organisation des Nations Unies (Onu) affaiblie, les puissants s'arrogent avec les G7 et autre G20 des droits exorbitants sur la marche du monde.

Est-ce là le monde dans lequel les habitantes et les habitants de la planète veulent vivre ? Est-ce comme cela que se trouveront les réponses aux fléaux qui touchent les plus démunis des peuples, la faim, la malnutrition, les épidémies, le sous-développement ? Est-ce comme cela que nous assurerons l'avenir de la planète Terre, notre bien commun et que nous ferons face aux immenses enjeux d'énergie, de ressources naturelles et de climat ?

Là aussi la question posée est : peut-on peser sur les événements ? Les puissants ne le sont-ils pas trop pour pouvoir encore espérer agir sur le cours des choses ? Nous pensons que les affaires du monde regardent les citoyennes et les citoyens. Les interactions sont d'ailleurs partout : le conflit ukrainien et l'approvisionnement en gaz, les guerres de Libye ou d'Irak et le développement d'attentats, la guerre économique et les prix. Chacune et chacun est concerné. Le monde est un tout et nous en sommes. D'ailleurs, malgré les difficultés, des peuples se dressent, du printemps tunisien à la résistance de Kobané, avec chaque fois les femmes en première ligne.

La France peut et doit avoir un grand rôle à jouer pour promouvoir la paix et la diplomatie contre la guerre, user de son droit de veto à l'Onu, mobiliser son réseau diplomatique, œuvrer pour des institutions internationales justes, respectueuses des États et des peuples et qui agissent au service des besoins humains. Oui, la France de-

vrait parler fort et non se couler dans le sillage des États-Unis et de l'Organisation du traité de l'Atlantique-nord (Otan). Elle devrait refuser le concept de bloc et pourrait prendre des initiatives pour le désarmement nucléaire, contre le Traité de libre-échange transatlantique négocié dans notre dos. Elle devrait travailler activement au règlement des conflits ou des dettes souveraines. À cet effet, il faut réfléchir à un outil de défense digne de nom entre les mains d'un parlement et de son peuple et non dans les seules mains du président de la République. Il est essentiel que ces enjeux majeurs deviennent des questions populaires.



EN GUISE DE CONCLUSION... UNE INVITATION À FAIRE DU COMMUN

Remettre au centre l'humain n'est pas un rêve inaccessible : c'est une nécessité

Ce travail d'étape est une invitation. Il dit – avec une relative économie de mots – qui nous sommes et ce que nous voulons. Nos travaux sont bien plus riches : des commissions, des groupes de travail, des auditions et de nombreuses publications sont à votre disposition pour en savoir plus.

Nous versons toutes ces contributions au débat, à la réflexion, à l'enrichissement. Nous espérons que ce document lève des incompréhensions sur la nature de nos engagements ou des méconnaissances sur nos objectifs.

Nous proposons – à chacune et chacun d'entre vous – de mobiliser ensemble nos intelligences, nos expériences, nos idées au service de l'avenir, de la gauche, de la France.

Notre démarche est ouverte, constructive et offensive. Nous voulons ouvrir un débat public à des milliers de voix.

Nous voulons le faire avec vous car rien ne pourra se faire sans vous. Nous créerons donc les conditions des échanges, du travail commun, de la confrontation des idées et des propositions.

Ce projet prend appui sur tout ce qui bouge ici dans le sens du progrès social et humain, ici et dans le monde.

Nous pensons indispensable de reprendre ensemble la main sur notre destin commun.

Nous savons que rien ne se fera sans un large rassemblement. Nous y travaillons et travaillerons sans relâche.

Et puis, au nom même de cette immense ambition pour faire chan-

ger les choses, nous avons la modestie de penser que nous n'avons sûrement pas les solutions à toutes les questions et qu'il est donc utile de travailler très largement pour rendre efficace et crédible ce projet. Notre ouverture d'esprit à mener ce débat est totale. Ce texte est un appel à confronter analyses et hypothèses, à donner corps à des propositions, à affiner une visée et à se donner de la force.

Les communistes et leur parti, pleinement conscients de leurs responsabilités et des urgences du moment, veulent ainsi faire œuvre utile.

Redonner des couleurs et du sens à l'envie de changer, ouvrir de nouveau les chemins de l'espoir pour l'émancipation humaine, voici l'esprit du chantier que nous vous proposons d'ouvrir ensemble.

Et nous le faisons avec une furieuse envie de réussir.

Partie 2

PROPOSITIONS
**POUR UN PROGRAMME
D'ACTION**




PRÉAMBULE

Avec ces 15 chantiers prioritaires, nous tentons de dire par quels chemins immédiats et structurants devrait s'engager une action gouvernementale de gauche. Ces axes d'action s'inscrivent dans une visée plus globale d'émancipation énoncée dans le texte précédent. Dans chacun de ces chantiers, nous énonçons quelques propositions non exhaustives visant à illustrer le sens de l'action que nous proposons d'engager. Avec ces chantiers, nous voulons ouvrir le débat sur le sens et le choix des priorités qui devrait guider un programme d'action opérationnel.

À ces chantiers, nous ajoutons quinze mesures d'urgence à discuter pour signifier dès les premiers mois le sens de l'action à engager.

15 Chantiers[★] PRIORITAIRES



1 Reconstruire une production nationale pour répondre aux besoins

Objectif : Pour répondre au défi de l'emploi et de la transition écologique, nous voulons relancer la production en France en promouvant un nouveau mode de développement et de production basé sur la réponse aux besoins, sur la planification écologique et sur un nouveau statut de l'entreprise.

Agir en urgence pour l'emploi : relancer la production

- ✗ Plan national de réindustrialisation du pays piloté par une planification renouvelée et démocratisée
- ✗ Investissement massif, notamment dans la recherche et l'enseignement supérieur, en réorientant les crédits alloués au Crédit impôt recherche (CIR) et au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)
- ✗ Constitution de pôles publics d'entraînement industriel et de services autour de sociétés publiques, de sociétés à capitaux mixtes et de sociétés nationalisées

Numérique : parier sur l'économie de la collaboration

- ✗ Objectif : 100% très haut débit sur tout le territoire
- ✗ Création d'une aide à l'émergence d'écosystèmes des tiers lieux (Fablabs, Makerspaces, hackerspaces) et de l'économie de la collaboration.

Promouvoir une agriculture durable

- ✗ Engager la transition écologique de notre modèle de production agricole, soutenir l'installation de jeunes paysans et promouvoir l'agriculture paysanne
- ✗ Création d'un fonds de soutien à l'agriculture paysanne et aux filières alimentaires relocalisées
- ✗ Loi sur la réduction des marges et pratiques dans la grande distribution pour des prix justes

2 Changer l'entreprise et revaloriser le travail

Objectif : Faire de l'émancipation des travailleurs le moteur de la transformation sociale.

- ✗ Engager la réduction du temps de travail pour aller vers les 32 heures
- ✗ Créer un nouveau statut juridique de l'entreprise incluant le rôle qu'y jouent les salariés et ses liens avec le territoire
- ✗ Instituer un droit de reprise des entreprises par les salariés
- ✗ Extension du pouvoir d'intervention des salariés dans l'entreprise
- ✗ Aide à la création et au développement des sociétés coopératives et participatives (SCOP)
- ✗ Abrogation de la directive sur le travail détaché

3 Mettre en œuvre un système de sécurité emploi formation

Objectif : Lutter contre la précarité et la mise en concurrence des travailleurs en promouvant un système qui assure aux travailleurs un emploi ou une formation et une rémunération tout le long de leur vie professionnelle.

- ✗ Création d'un service public de sécurisation de l'emploi et de la formation assurant un revenu, un emploi ou une formation, tout le long de la vie professionnelle, sécurisant notamment les jeunes et les seniors
- ✗ Abrogation de la loi sur la sécurisation de l'emploi
- ✗ Faire du CDI (contrat à durée indéterminée) la norme du contrat d'embauche en limitant fermement le nombre d'intérimaires et de contrats précaires par entreprise
- ✗ Instaurer une conférence annuelle sur la revalorisation des salaires et des qualifications

4 **Entreprendre une grande réforme de justice fiscale**

Objectif : Il s'agit d'enclencher une grande réforme de l'impôt pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de nos propositions et à assurer la justice fiscale. Il s'agit aussi de se doter en cinq ans d'outils nécessaires pour affronter le pouvoir de la finance et réorienter l'argent vers l'économie réelle.

5 **Refonte de l'impôt sur le revenu pour le rendre plus progressif**

- ✗ Réforme de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune)
- ✗ Création d'un pôle public bancaire autour de la Caisse des dépôts et consignations, de la Banque publique d'investissement, de la Banque postale, des banques mutualistes et coopératives et de banques nationalisées. Il impulsera un nouveau crédit sélectif pour l'investissement et l'emploi
- ✗ Mise en place d'une taxe européenne sur les transactions financières (TTF – gain possible annuel : 36 milliards)
- ✗ Taxation des stock-options et renforcement de la fiscalité sur le capital

6 **Placer l'éthique au cœur de l'économie**

Objectif : Placer l'éthique au cœur de la société en s'attaquant à la fraude fiscale et sociale, en remettant de l'équité dans les rémunérations et en luttant contre la corruption et les passe-droits.

- ✗ Recrutement massif d'agents des services des Impôts et du Trésor
- ✗ Signature d'accords bilatéraux pour mettre fin au secret bancaire
- ✗ Taxation des stock-options
- ✗ Instauration d'un salaire maximum
- ✗ Instauration d'une transparence totale des avantages

en nature dans la haute fonction publique et des hauts cadres des entreprises publiques et privées

- ✗ Renforcement des moyens alloués à la lutte contre la corruption

7 **Relever le défi écologique**

Objectif : Répondre en cinq ans au défi écologique en initiant la transition écologique. Cet objectif concernera l'ensemble de l'action publique. Elle s'articulera autour de 5 piliers : la lutte contre le réchauffement climatique, la transition énergétique, un plan national pour les transports, la rénovation des bâtiments et l'affirmation du droit à une alimentation de qualité pour tous.

- ✗ Plan climat visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
- ✗ Création d'un pôle public de l'énergie autour d'un mix énergétique 0% CO₂ associant énergies renouvelables et énergie nucléaire
- ✗ Plan national de ferroutage et de soutien au transport public
- ✗ Plan national de rénovation thermique des bâtiments
- ✗ Aller vers le 100% bio et circuits courts dans les structures de restauration collectives

8 **Ouvrir un nouvel âge de la Sécurité sociale**

Objectif : Renforcer notre système solidaire de Sécurité sociale en lui donnant les moyens de son développement et en assurant de nouveaux droits.

- ✗ Plan de mobilisation pour l'hôpital public et les structures publiques de santé
- ✗ Assurer le droit effectif à l'IVG (interruption volontaire de grossesse) sur tout le territoire
- ✗ Réforme du calcul des cotisations patronales en les modulant en fonction de la politique salariale et d'emploi de l'entreprise

- ✗ Abaisser l'âge du départ en retraite pour aller vers le droit à la retraite à 60 ans à taux plein
- ✗ Création d'un service public et décentralisé de la dépendance
- ✗ Engager un plan « crèches » pour créer 500 000 places
- ✗ Aller vers l'universalité des allocations familiales dès le premier enfant

8 S'engager avec force pour l'éducation et la jeunesse

Objectif : Faire de l'éducation et la jeunesse les deux priorités de notre action en démocratisant l'accès aux savoirs, en construisant l'école de la réussite pour tous et en assurant l'autonomie des jeunes.

- ✗ Plan national de lutte contre les inégalités à l'école avec une scolarité obligatoire, gratuite, de 3 à 18 ans, garantissant le droit à la scolarisation dès l'âge de 2 ans
- ✗ Plan de recrutement de personnels dans l'Éducation nationale et relance de la formation initiale et continue des enseignants
- ✗ Revalorisation générale des bourses d'étude et adoption d'une loi cadre pour l'autonomie et l'avenir des jeunes
- ✗ Encadrement et valorisation de la rémunération des stages

9 Lancer un plan national pour le logement

Objectif : Élaboration d'une loi-cadre sur le logement et contre la spéculation immobilière et lancement d'un plan national de construction de logements sociaux afin de répondre en 5 ans aux besoins particulièrement en zones denses. Le taux d'effort des ménages pour le logement ne devra pas dépasser 20% des revenus disponibles.

- ✗ Objectif de construction de 200 000 logements sociaux par an
- ✗ Doublement des aides à la pierre

- ✗ Renforcement de la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) avec notamment 25% de logements sociaux obligatoires
- ✗ Mobilisation du foncier par la création d'une agence nationale foncière décentralisée
- ✗ Renforcement du « 1% patronal »
- ✗ Réorientation du financement du logement vers le secteur public

10 Rendre effective l'égalité femmes-hommes

Objectif : Assurer l'égalité femmes-hommes dans la société et lutter contre les violences sexistes.

- ✗ Renforcement de la loi sur l'égalité salariale en la rendant plus contraignante
- ✗ Promotion d'un enseignement non sexiste à l'école et de campagnes nationales de sensibilisation
- ✗ Multiplication des places d'hébergement et de logements relais pour les femmes isolées et victimes de violences
- ✗ Impulser la mise en œuvre de la directive de l'européenne la plus favorisée

11 La culture au cœur du processus de transformation

Objectif : Refonder le service public de la culture par une compétence partagée entre l'État et les collectivités locales pour garantir les droits culturels de tous à un haut niveau d'exigence artistique, pour permettre le libre partage des œuvres, des idées et des savoirs, pour favoriser la socialisation de l'art à l'école, dans la cité et l'entreprise, pour reconnaître la diversité des expressions culturelles.

- ✗ Aller en 5 ans vers des budgets publics nationaux et locaux équivalents à 1% du PIB
- ✗ Renforcer le régime des intermittents du spectacle
- ✗ Garantir la permanence artistique des structures en émergence et la part artistique des budgets des institutions publiques

12 Refonder la démocratie

Objectif : Faire de chaque citoyen un acteur de la vie publique. Changer la matrice de la prise de décision publique en plaçant la démocratie et la participation citoyenne en son cœur.

- ✗ Inscription dans la Constitution de la participation et de l'initiative citoyenne comme droit fondamental
- ✗ Instauration de la proportionnelle à toutes les élections et renforcement du non cumul des mandats
- ✗ Renforcement des moyens de la commission nationale du débat public
- ✗ Droit de vote des résidents étrangers
- ✗ Lancement d'un processus constituant pour une VI^e République
- ✗ Pour une réappropriation populaire des médias, attribuer le droit de veto des rédactions sur la nomination des cadres éditoriaux et des sièges pour les salariés des médias dans les conseils d'administration

13 Pour une République de la citoyenneté et de l'égalité

Objectif : Redonner force à la République sur l'ensemble du territoire en assurant à chaque citoyen un égal accès aux services publics, une réaffirmation de ses droits, une effectivité pleine et entière de sa citoyenneté, et en réaffirmant le caractère solidaire, laïque, égalitaire et fraternel du pacte national républicain.

- ✗ Plan de lutte contre les inégalités territoriales en assurant la présence des services publics sur l'ensemble du territoire national et en luttant contre les déserts médicaux
- ✗ Lancement d'une troisième phase de rénovation urbaine
- ✗ Plan de lutte contre le racisme et les discriminations avec notamment la mise en place d'observatoires locaux des discriminations et de l'égalité

- ✗ Droit à la sécurité pour tous avec un plan de recrutement de personnel de Police et de Gendarmerie de proximité

14 Transformer l'Europe

Objectif : User du poids et de la position de la France pour réorienter la construction européenne vers un modèle d'intégration solidaire et coopératif.

- ✗ Dénoncer le pacte de stabilité, engager la renégociation du traité budgétaire et des traités européens
- ✗ Réforme des statuts et missions de la Banque centrale européenne et soutenir la proposition d'une Conférence européenne sur la dette
- ✗ Soutenir la création d'un Fonds européen de développement social, écologique et solidaire dédié aux investissements et services publics et à la relance de l'emploi, de l'industrie, de la formation alimenté par les milliards du « plan Draghi »
- ✗ Refonder une nouvelle politique agricole, alimentaire et des pêches
- ✗ Redéfinir la politique des visas de l'Union européenne (UE), fondée sur le droit international, respectant le droit d'asile et la protection des personnes ; garantie du droit universel de circulation par l'entrée sécurisée et légale pour les réfugiés et les migrants ; abrogation des règlements dits de Dublin et mise en œuvre d'une solidarité européenne dans l'accueil des migrants au moyen, notamment, de « quotas » ; soutien aux politiques d'accueil respectueuses des droits humains des pays méditerranéens de premier asile
- ✗ Prendre l'initiative pour déclarer l'Europe « zone dénucléarisée » et initier la participation européenne à une Conférence internationale pour le désarmement nucléaire et l'éradication des armes de destructions massives, et stopper les ventes et livraisons d'armes françaises dans les régions en guerre

15 Agir pour un monde solidaire

Objectif : Mettre la diplomatie française au service de la paix, de la justice et de la solidarité

- ✘ Initier une réunion exceptionnelle de l'Organisation des Nations unies (ONU) portant sur la refondation de l'Organisation en conformité avec la Charte des Nations unies fondée sur les principes d'égalité et de souveraineté des peuples : revalorisation du rôle de l'Assemblée générale, élargissement du Conseil de sécurité, redéfinition des missions et moyens du Programme des Nations unies pour le développement, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) et du Haut commissariat aux réfugiés
- ✘ Porter à 1% du produit intérieur brut effectif l'Aide publique au développement et soutenir la proposition au Sommet spécial de l'ONU sur le développement durable d'un objectif de 2% à horizon 2030
- ✘ Soutenir l'adoption d'accords contraignants et différenciés à la COP 21 (plan européen drastique de réduction des émissions de CO₂ inférieures ou égales à 2% ;
- ✘ Sortir la France du commandement intégré de l'OTAN (Organisation du traité Atlantique-nord), établir un calendrier de retrait de la France de l'Alliance transatlantique, dénoncer le Partenariat stratégique UE-OTAN et initier la création d'un Cadre de sécurité et de coopération communes paneuropéen
- ✘ Reconnaître l'État palestinien, soutenir le désengagement des entreprises françaises publiques et privées des colonies israéliennes, systématiser l'étiquetage des produits issus des colonies, et réorienter les investissements français vers le soutien au développement de la

Palestine, la reconstruction de Gaza ; suspendre l'accord d'association UE-Israël pour violation de l'article 2 sur le respect des droits de l'homme

- ✘ Initier l'organisation d'une Conférence internationale sous égide de l'ONU pour la paix et le développement du Proche et du Moyen-Orient

15 Mesures
D'URGENCE

- 1 Augmentation de 15% du Smic sur 3 ans, fin du gel du point d'indice dans la fonction publique et augmentation des retraites de 15% sur trois ans dans la perspective d'un minimum de retraite au Smic.
- 2 Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, suppression des niches fiscales spéculatives, et doublement de l'ISF.
- 3 Interdiction des golden parachutes et instauration d'un salaire maximum équivalent à 20 fois le salaire minimum dans l'entreprise.
- 4 Annulation de la baisse des dotations aux collectivités locales et moratoire sur les intérêts bancaires payés par les collectivités locales.
- 5 Remboursement à 100% des soins par la Sécurité sociale pour les jeunes de moins de 25 ans et pour les étudiants de moins de 30 ans.
- 6 Interdiction des coupures d'énergie et d'eau et d'expulsion locative pour cause de précarité tout au long de l'année et instauration du gel provisoire des loyers avant la mise en place d'une nouvelle réforme du logement.
- 7 Renforcement immédiat des dispositifs contraignants pour l'égalité professionnelle femmes-hommes.
- 8 Nationalisation des autoroutes pour financer les infrastructures de transport et moratoire sur les plans de privatisation des entreprises publiques et services publics.
- 9 Encadrement des marges de la grande distribution.
- 10 Mise en œuvre du droit de vote aux résidents étrangers aux élections locales.
- 11 Instauration d'un moratoire sur les fermetures de services publics et sur les fusions avec des structures privées.
- 12 Lutte contre le contrôle au faciès avec l'instauration du récépissé lors des contrôles d'identité.
- 13 Régularisation des travailleurs sans papiers.
- 14 Dénonciation du pacte de stabilité, engagement de renégociation du traité budgétaire et des traités européens et déclaration de la France, zone hors Tafta.
- 15 Reconnaissance de la Palestine et engagement de la France pour l'organisation d'une conférence internationale sous l'égide l'ONU pour la paix et le développement au Proche et Moyen-Orient.



Ce texte, *La France en commun*, est une contribution que le comité du projet du Parti communiste français verse au débat.

Toutes les contributions sont les bienvenues.

Elles peuvent être envoyées :

via le site contributif :

contribuer.projet.pcf.fr

ou par voie postale à :

PCF

Projet

2, place du Colonel-Fabien

75167 Paris Cedex 19